

Interview de Jean-Claude Trichet

---

Selon le Gouverneur de la Banque de France, le travail de la BCE repose sur des fondements solides.

**M. Trichet veut limiter le taux d'inflation à 2 %**

Selon le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, le ralentissement de l'économie américaine ne doit pas inquiéter les pays de la zone euro. A ses yeux, la BCE, avec sa politique de stabilité, soutient le processus de croissance que M. Trichet ne considère pas comme étant compromis.

Grâce à l'Union économique et monétaire (UEM), l'Europe pourra mieux faire face à un ralentissement de la croissance économique Outre-Atlantique que par le passé. C'est ce dont Jean-Claude Trichet, Gouverneur de la Banque de France, est persuadé. « Avant, quand les Etats-Unis avaient un rhume, l'Europe souffrait d'une pneumonie. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, a affirmé M. Trichet dans un entretien au Handelsblatt. Avec 300 millions de consommateurs, le marché intérieur européen a lui-même atteint sa masse critique. L'Europe peut aujourd'hui plus que jamais se développer sur ses propres ressources ».

Aux eurosceptiques allemands et français qui mettent en avant la dépréciation constante de l'euro depuis sa naissance par rapport au dollar, Jean-Claude Trichet rétorque que les monnaies nationales auraient probablement suivi la même évolution -anormale et injustifiée- si l'euro n'avait pas été créé le

1<sup>er</sup> janvier 1999. « Je suis persuadé que le mark et le franc auraient connu à peu près les mêmes fluctuations que l'euro. »

Toutefois, à en croire M. Trichet, les flux nets de capitaux transatlantiques, qui sont en partie cause de la faiblesse de l'euro, sont en voie de s'inverser. « Pour 1999, nous avons enregistré un déficit au titre des investissements directs de la zone euro, alors que les chiffres enregistrés jusqu'à présent pour l'an 2000 affichent un surplus net d'investissements directs vers la zone Euro. Il est donc faux de parler d'une fuite des capitaux hors d'Europe. Les Etats-Unis et tout autre pays présentant un déficit de l'ordre de 4 % du produit intérieur brut (PIB) devront bien le financer en vendant certains de leurs actifs. »

Le Gouverneur de la banque centrale française ne cache pas son inquiétude à propos des déficits des balances de paiements des pays industrialisés en général et des Etats-Unis en particulier. Une partie non négligeable de l'épargne mondiale est nécessaire pour combler les déficits des grands pays industrialisés. Peut-on affirmer que l'économie mondiale tourne bien alors que les déficits cumulés des balances de paiements des pays de l'OCDE atteignent environ 900 milliards d'euros pour la période allant de 1999 à 2001 ? Qui financera ce déficit des pays industrialisés ? Les pays émergents, les anciens pays socialistes qui se convertissent à l'économie de marché et les pays en voie de développement. Est-ce soutenable dans la durée ?

En ce qui concerne l'économie de l'Union, M. Trichet se montre raisonnablement optimiste. « Il faut rester naturellement très prudent mais le consensus des experts internationaux est que l'Europe pourrait connaître une croissance continue de son économie aux alentours de 3 %. Il est de notre devoir à la Banque centrale européenne (BCE) de veiller à la stabilité des prix qui garantit le caractère durable de la croissance et donc des créations d'emplois. »

Cela implique que l'inflation ne doit pas dépasser 2 % par an. Savoir si les taux d'intérêt seront à nouveau augmentés dans la zone euro reste en suspens, après l'analyse du Conseil des Gouverneurs présidé par Wim Duisenberg.

Jean-Claude Trichet devrait succéder à Wim Duisenberg, actuel Président de la BCE, comme il en a été décidé lors du sommet européen de Bruxelles. Il refuse de commenter ce sujet, se bornant à dire : « Nous avons un formidable président qui a la confiance totale et unanime du Conseil. » Il soutient avec détermination les politiques monétaires et de communication menées par l'institution de Francfort. D'après lui, la BCE a été la première à introduire un concept de transparence renforcée : « Nous avons décidé, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, de présenter en temps réel, tous les mois, le diagnostic de l'Eurosystème. A l'époque, la FED ne publiait ses analyses que six semaines après ses réunions. »

M. Trichet s'insurge contre les critiques lancées à l'encontre de l'institution de Francfort selon lesquelles elle fournirait apparemment une analyse insuffisante des marchés de capitaux. « Les économistes de la BCE en poste sous la direction d'Otmar Issing ont réalisé un remarquable travail, en particulier grâce aux analyses et aux informations fournies par les différentes banques centrales nationales. La zone euro est gérée selon l'expérience et les traditions de la Bundesbank allemande, de la Banque de France et des autres banques centrales nationales qui ont réussi la convergence monétaire. C'est pourquoi il est clair que nos bases de travail sont très solides. »

Pour Jean-Claude Trichet, voir que la confiance que les Français accordent aux banques centrales nationales et à la BCE s'est renforcée et répandue ces dernières années dans son pays et dans la zone euro est une vraie conquête dont il ne faut sous-estimer l'importance.

L'idée selon laquelle l'indépendance de la Banque de France et d'autres banques centrales de la zone euro ne serait pas à la fois indispensable et totalement garantie « n'est pas compatible avec le cadre institutionnel du traité de Maastricht. Partant de là, un débat public mettant en cause l'indépendance n'a aucun sens. »

S'agissant de la surveillance bancaire, M. Trichet insiste sur la nécessité d'une excellente coopération entre les autorités responsables qui demeurent au niveau national. L'Eurosystème est favorable à un lien étroit entre les autorités de surveillance et les banques centrales.

Ce domaine n'a cependant pas toujours été favorable au Gouverneur de l'institution. Comme son prédécesseur, il est actuellement mis en examen pour sa participation à la révision des comptes annuels du Crédit Lyonnais avant sa privatisation, tandis que deux anciens Ministres des Finances font également l'objet d'une instruction. Il ne souhaite pas s'exprimer sur ces faits remontant à avant sa nomination rue Croix des Petits Champs.

M. Trichet poursuit la restructuration de la Banque de France. Avec plus de 2 000 postes supprimés au cours de ces dernières années, la banque centrale emploie encore 14 000 personnes. « Nous voulons proposer les meilleurs services aux coûts les plus bas. C'est une orientation qui était valable avant l'introduction de l'euro, elle l'est toujours aujourd'hui. »

Le Gouverneur de la Banque de France fait ce qu'il dit. Lors de l'annonce de la création et de l'introduction de l'euro, M. Trichet a promis à ses compatriotes de préparer son pays à la monnaie unique grâce à la politique du « franc fort ». Son succès dans ce domaine est incontestable.